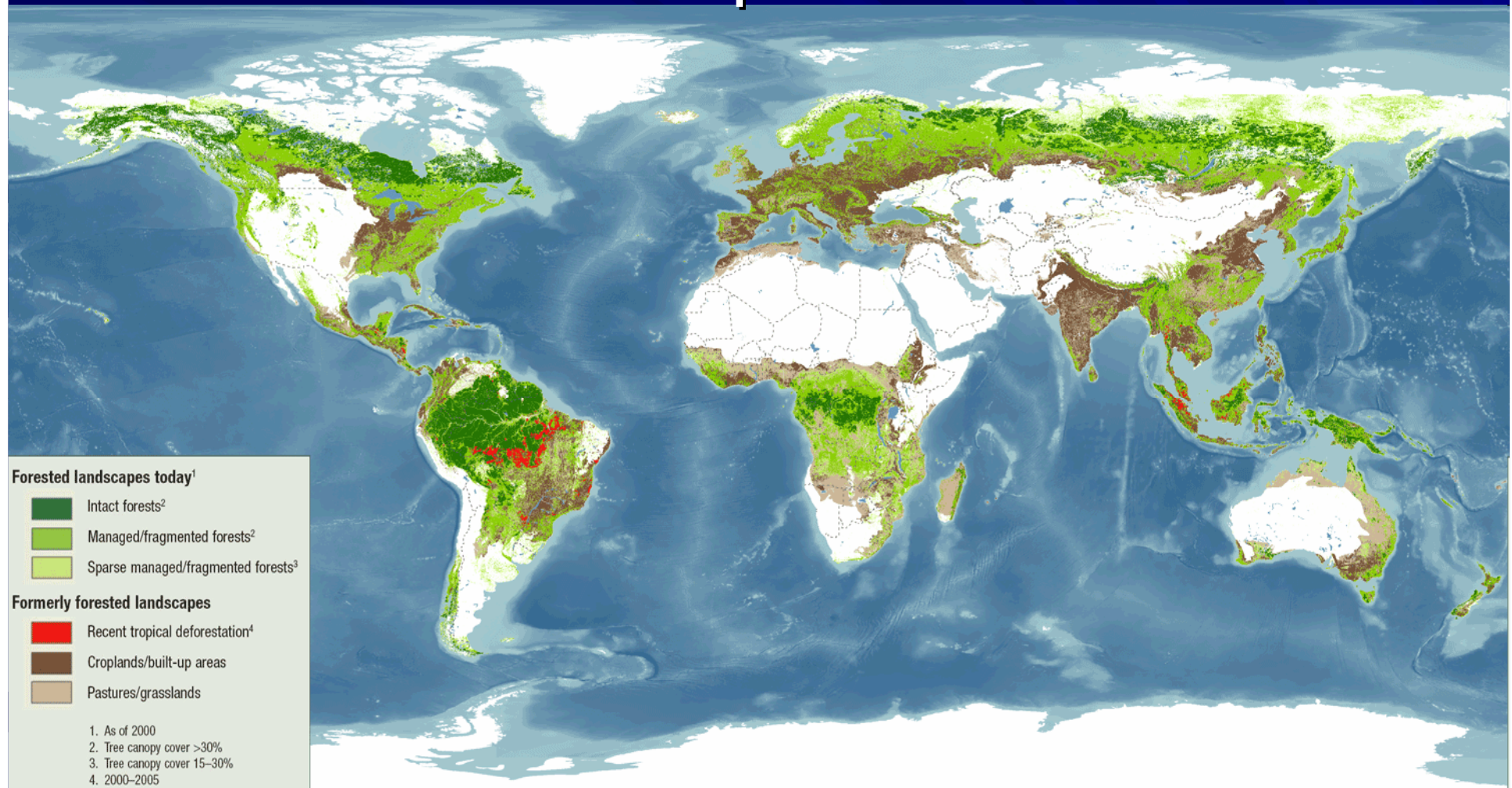


Néo-colonialisme agraire ou « éco-colonialisme » vert ?

La question des forêts tropicales dans
la compétition pour l'acquisition de
terres ou de leurs droits d'usage

Alain Karsenty, CIRAD

Les forêts du monde, réserves foncières potentielles



Source: World Resources Institute / South Dakota State University, 2009

Les prévisions du modèle Agrimonde (CIRAD-INRA)

- Agrimonde GO: *« entre 2000 et 2050, les surfaces cultivées mondiales auront progressé de 19%, à un rythme moyen de 7,5 millions d'ha nouvellement cultivés par an, soit un rythme presque deux fois plus rapide que celui observé entre 1961 et 2000 »*
- *« Les nouvelles surfaces agricoles auront été trouvées essentiellement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans une moindre mesure en Asie »*
- *« Les tendances à l'accroissement de la superficie en pâture et à la déforestation observées entre 1961 et 2000 se seront poursuivies, quoiqu'à un rythme moins soutenu. Les pâtures auront gagné 93 millions d'ha, en grande partie au détriment des espaces forestiers qui en auront perdu 64 millions »*
- *« Force motrice dans la progression des surfaces cultivées : [en Afrique subsaharienne]: (...) Capacité limitée, en termes de gouvernance, à freiner l'avancée du front pionnier sur les savanes et le bassin forestier du Congo »*

La déforestation mondiale est alimentée par les grands investissements agro-fonciers

- En Amazonie, le principal moteur est l'élevage extensif, loin devant le soja (en progression rapide)
- En Asie du Sud-est, le fer de lance de la déforestation est l'extension des surfaces de palmier à huile
- En Afrique, déforestation plus fréquemment causée par l'agriculture paysanne, mais signes d'un développement rapide des investissements en palmier à huile dans le Bassin du Congo
 - Investissements chinois plantation palmiers en RDC (informations parcellaires), coréens prévus au Congo-Bz
 - Au Congo-Bz (2009), le gouvernement invite les fermiers Sud-Africains à mettre en valeur des terres (chiffre de 10 M ha avancé par les SA, mais démenti par le Gvt congolais)
 - L'Angola ouvre largement ses frontières aux investissements agricoles industriels étrangers, mais impact forestier non encore connu

Un risque particulier associé aux forêts

- Peu probable que les pressions commerciales sur les terres non boisées se traduisent par des déplacements de population à grande échelle
- Recours probable à des formules contractuelles diverses, y compris location aux paysans >>> importants coûts de transaction à prévoir
- Les forêts dégradées (en régénération) présentent 2 « avantages » :
 - Souvent, une population limitée avec des pratiques agricoles associant maîtrises foncières permanentes mais surtout des maîtrises temporaires
 - Un régime foncier domanial laissant plus de latitude aux gouvernements pour affecter la terre aux investisseurs
- Un inconvénient de taille : le coût de la « mise en valeur » agricole (déboisement) et la difficulté de contrôler le territoire (ex: RDC, Brésil...)
- Un enjeu « global » : la déforestation engendre 15 à 20% des émissions anthropiques annuelles de CO₂

Une compétition pour l'acquisition de droits d'usage

- « Investisseurs en conservation » veulent sauvegarder les forêts (et réduire les émissions de carbone) en acquérant des droits d'usage ou de propriété
 - Figure emblématique, J. Eliasch (conseiller climat de G. Brown) a acheté (discrètement) via *Cool Earth* 160.000 ha de forêt au Mato Grosso
 - Il considère qu'il « suffit » de 50 milliards \$ pour « sauver » la forêt amazonienne. Colère des autorités brésiliennes...
 - Grand avocat de l'inclusion de la forêt dans le marché carbone (via le mécanisme REDD) pour post-Kyoto (cf. 'Revue Eliasch', 2008)
- Concept des « concessions de conservation » de CI
 - « Universalité » du principe de la concession alors que la forêt est généralement en régime domanial
 - Logique du contrat (de conservation) avec les Etats et avec les populations: gel des droits d'usage induisant des risques pour la forêt contre compensations financières annuelles (logique des paiement pour service environnementaux)
- En attente d'un effet de levier : espoir mis dans la rémunération par les « crédits carbone » (déforestation évitée)

La logique improbable de la « compensation des coûts d'opportunité »

- 'Revue Stern' (2006) : argument du « faible coût » potentiel (de la conservation des forêts par rapport aux réductions d'émissions ailleurs) basé sur une appréciation des coûts d'opportunité (valeur actuelle nette des revenus agricoles potentiels)
- Peu effectif contre l'agrobusiness: en Indonésie, marge brute de 3000 à 4500 \$/ha pour 1 ha de palmier à huile
- Un « deal » proposé à l'agriculture familiale de front pionnier: gel de certains droits d'usages contre une « rente de conservation »
 - Document de Laporte *et al*, 2008 sur la RDC: si en moyenne un paysan défriche 1 ha pour un revenu annuel de 500 \$, diminuer la déforestation de 50% coûtera 250 \$/ha
 - Pratique des contrats de conservation à Madagascar (CI) avec des communautés villageoises en bordure d'une aire protégée en cours de constitution

Un problème d'efficacité...

■ Efficacité :

- Hypothèse implicite d'auto-exécution des contrats : coûts de mise en œuvre d'un programme atteignant les paysans, de monitoring et de contrôle (du « hasard moral ») négligés, alors ces coûts de transaction seront élevés (surtout si contrats avec des « communautés »)
- Si le contrat aboutit à réduire les jachères: mise en crise du système agraire et fragilisation du contrat
- « Effets de diffusion » : il sera difficile de n'établir de tels programmes que sur les forêts directement menacées...

... et d'équité

■ Equité:

- La faisabilité de la stratégie repose sur les faibles coût d'opportunité supposés, c.a.d. sur la pauvreté des agents (« rentes de pauvres »)
- Payer « au coût d'opportunité » veut dire laisser les ménages dans la situation de pauvreté où on les a trouvés...
 - Inacceptable et irréaliste...

Intervenir sur le « *land-use* » sans toucher au « *land-tenure* » ?

- Un enjeu croissant autour de l'usage des terres boisées
 - Mais agrobusiness ou conservation intégrale ne sont pas les seules alternatives : importance de la *mise en valeur forestière* durable (par une exploitation soutenable des ressources)
- L'augmentation prévisible de l'offre de contrats à destination des ménages et des communautés va induire une demande de clarification des droits fonciers - pour déterminer qui est *ayant droit* (aux rentes ou loyers) et qui ne l'est pas
 - Les contrats ne nécessitent pas de droits absolus de propriété (droit d'aliéner librement) mais des droits de gestion des ressources et d'exclusion de tiers (*outsiders*)
 - Pas une garantie contre le *land grabbing* ou des contrats de conservation léonins, mais une meilleure base de négociation pour des accords plus équitables
 - Nécessitera la mise en chantier de dispositifs et de réformes fonciers, trop longtemps différés et notamment dans les zones forestières : sortir de la « présomption de domanialité » pour reconnaître des droits locaux opposables aux *outsiders*

Conserver les forêts sans intensifier (écologiquement) l'agriculture ?

- Sortir de la logique de la compensation des coûts d'opportunité (et du mythe de la « solution bon marché »)
 - aborder la question du point de vue de la capacité des agricultures paysannes à accroître durablement leur productivité (sortir de l'extensif et de l'abattis-brulis) et à améliorer le bien-être des paysans pauvres
 - Implique agir sur plusieurs des éléments du système agraire et de son environnement (y compris foncier, crédit, marchés, assurances...)
- La diffusion des modèles de consommation en cause (viande bovine notamment) : réflexion globale indispensable sur les voies et moyens de construire une société plus sobre, notamment en réduisant les inégalités (source infinie de consommation ostentatoire et de gaspillage associé)